



| BREXIT - le départ du Royaume-Uni, une opportunité pour relancer la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

BREXIT: NI CATASTROPHE, NI BÉNÉDICTION POUR L'EUROPE DE LA DÉFENSE

Par Nicole Gnesotto

Contrairement aux apparences, la relance de la défense européenne ne dépend que très marginalement du Brexit, dont les effets seront nettement plus catastrophiques pour Londres que pour Bruxelles. En matière de défense, c'est le couple franco-allemand qui retrouve un rôle décisif.

Apriori les effets du Brexit sur la politique européenne de défense semblent positifs : le départ des Britanniques va libérer la PSDC, la Politique de sécurité et de

défense commune, d'un veto londonien quasi systématique. De la même façon, l'élection de Donald Trump peut le booster : plus les incertitudes grandiront quant à la disponibilité atlantique des États-Unis, plus les Européens

pourraient se doter d'une structure de contre-assurance militaire solide. Autrement dit : moins d'Amérique, plus du tout de Grande-Bretagne, et davantage de crises, devraient entraîner plus de défense européenne.

Ce n'est toutefois pas si simple. Certes, les effets positifs du Brexit sont réels. Sur le budget de l'Agence de défense, sur le quartier général européen, sur les coopérations renforcées, des progrès ont d'ailleurs été réalisés

“

DÉBARASSÉ DU RISQUE
DU VETO BRITANNIQUE,
ON PEUT VISER LA
CONSTITUTION D'UN
CORPS EUROPÉEN
D'INTERVENTION
EXTÉRIEURE ; ON
PEUT SOUHAITER
LA CRÉATION DE
FORCES SPÉCIALES
EUROPÉENNES OU D'UN
CORPS DE MÉDECINS
MILITAIRES EUROPÉENS.

”

dès le printemps 2017. De même, les accords de « Berlin-plus » devront être revus. Soit Londres garde le poste de Dsaceur, et « Berlin-plus » devient obsolète, les Britanniques ne pouvant plus prétendre, en tant que membres de l'Union, au commandement des opérations de la PSDC. Soit on décide de maintenir « Berlin-plus », et le poste de Dsaceur doit revenir à un pays membre.

Certains avancent l'idée d'un nouveau traité de défense entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. C'est un faux départ. Si l'on considère que l'Union peut

devenir, dans la mondialisation, un acteur militaire et politique crédible en tant qu'Union, alors ce traité de défense, s'il devait s'avérer nécessaire, doit être conclu entre les vrais membres de l'Union, et d'abord entre les 4 grands européens – France, Allemagne, Italie, Espagne. La Grande-Bretagne serait ensuite invitée à rejoindre cette alliance européenne, mais en acceptant les termes déjà fixés par les membres fondateurs. À trop vouloir empêcher la réalité du Brexit, on risque en effet d'hypothéquer la réalité de l'Union.

Quant à l'armée européenne, c'est un beau slogan et un non-starter. Il y en aura une le jour où nous aurons construit une Europe politique, dotée d'un sentiment national européen et d'une souveraineté partagée. On en est loin. Débarassé du risque du veto britannique, on peut viser la constitution d'un corps européen d'intervention extérieure ; on peut souhaiter la création de forces spéciales européennes ou d'un corps de médecins militaires européens. Mais l'armée commune sera la cerise sur le gâteau politique de l'Europe, et non pas son déclencheur.

Autrement dit, la relance de la défense européenne ne dépend que très marginalement des effets du Brexit, lequel sera un problème stratégique mille fois plus sérieux pour Londres que pour Bruxelles. Après tout, les Anglais ne participaient que très marginalement à la PSDC depuis 2003. Le vrai problème pour les Européens continentaux sera comme d'habitude celui de leur volonté politique. Deux options sont désormais sur la table : l'attentisme

ou le sursaut. L'attentisme se nourrit d'une propension au déni, au refus de croire à la réalité du Brexit, de la menace russe, de la montée des extrémismes ou de l'évolution troublante des États-Unis. Les Européens refusent alors de se prendre en main, continuent de croire que tout restera comme avant, maintiennent une PSDC minimale et dépendante de l'OTAN, par peur de précipiter ce qu'ils veulent précisément éviter : le désintérêt voire l'abandon stratégique des États-Unis.

Le sursaut suppose à l'inverse une relance rapide de la politique étrangère et de défense commune de l'Europe, avec ceux qui veulent et le peuvent, sous impulsion française grâce à l'élection d'Emmanuel Macron, sur fond de vision commune du rôle politique de l'Union et du bon degré de complémentarité avec l'OTAN. Le couple franco-allemand redevient dans cette optique le moteur d'une Europe politique puissante et influente. La PSDC n'est plus une question technique ni une fin en soi, c'est l'un des instruments de l'influence politique de l'Europe dans la mondialisation.

“

BREXIT - LE
DÉPART DU
ROYAUME-
UNI, UNE
OPPORTUNITÉ
POUR RELANCER
LA POLITIQUE
DE SÉCURITÉ
ET DE DÉFENSE
COMMUNE
(PSDC)

”



> AUTEUR

Nicole Gnesotto est Professeur du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et présidente du Conseil d'administration de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale). Elle est également vice-présidente de l'Institut Jacques Delors. Dernier ouvrage paru écrit avec Pascal Lamy : *Où va le monde ?* Odile Jacob, 2017.